

# «Le bouclier antimissile est une erreur»

**Dominique Forget**

Le 14 octobre dernier, 25 scientifiques, politicologues et experts en défense déposaient une lettre à Ottawa, enjoignant le gouvernement fédéral de ne pas participer au bouclier antimissile américain. Les signataires, qui comprenaient John Polanyi, prix Nobel de chimie, Lloyd Axworthy, ancien ministre des Affaires étrangères aujourd'hui président de l'Université de Winnipeg, et Michael Bryers, directeur du *Liu Institute for Global Issues*, invoquaient dix raisons pour lesquelles le Canada ne devrait pas soutenir ce projet controversé. Entre autres, la faisabilité technologique du bouclier n'aurait pas encore été démontrée. Les signataires ont dit aussi craindre que le projet relance la course aux armements.

L'idée de la lettre avait été lancée par trois étudiants : Mathieu St-Laurent et Jean-François Rancourt, tous deux candidats à la maîtrise en relations internationales à l'UQAM, et Ross Neil, étudiant à la maîtrise en études géographiques à l'Université Carleton. Ils ont visé juste. La lettre a fait monter la pression sur les épaules de Paul Martin qui doit prendre une décision dans ce dossier au cours des prochains jours ou prochaines semaines.

Stéphane Roussel, professeur au Département de science politique de l'UQAM, est en parfait accord avec la teneur de la lettre remise aux députés fédéraux. «Je pense que le bouclier antimissile est une erreur», affirme le professeur qui est également titulaire de la Chaire de recherche du Canada en politiques étrangère et de défense canadiennes. Le politicologue pense toutefois que le premier ministre ne fera pas marche arrière dans une voie où il semble déjà bien engagé. «Maintenant que le gouvernement



Photo : Martin Brault

**Stéphane Roussel, professeur au Département de science politique.**

américain a décidé d'aller de l'avant avec son projet, c'est malheureux, mais le Canada n'a pas le choix de l'endosser.»

## Un projet vieux de 50 ans

Mais d'où vient ce projet de bouclier antimissile qui ne cesse de défrayer les manchettes? «L'idée initiale remonte aux années 50, explique M. Roussel. Dès que les missiles sont apparus, on a imaginé des systèmes qui permettraient de les détruire en vol. À partir des années 60, des projets structurés ont vu le jour, le programme américain *Safeguard* par exemple. On a conçu des missiles intercepteurs censés repérer et détruire les missiles ennemis au moment de leur phase de descente. Les Américains ont finalement abandonné ce programme au début des années 70 parce qu'ils se

sont rendu compte que techniquement, ça ne fonctionnait pas très bien.»

Au cours des années 80, la Guerre froide relance le projet. On imagine un système de défense complexe faisant appel aux technologies laser et à des satellites. Les efforts de recherche tombent à plat au début des années 90, lors de la chute de l'Union soviétique. C'est finalement sous George W. Bush que le projet reprend de la vigueur.

«Dans sa forme actuelle, le bouclier antimissile prévoit le déploiement d'une cinquantaine de missiles intercepteurs basés au sol et en mer, en territoire américain, précise M. Roussel. On prévoit aussi quelques satellites pour la détection des missiles en vol.» Déjà, au cours du mois d'octobre, dix missiles intercepteurs d'une portée

supérieure à 5 500 km ont été déployés, dont six à Fort Greely, en Alaska, et quatre sur la base aérienne Vandenberg, en Californie.

## Un bouclier plein de vices

Pour vérifier la fiabilité du bouclier antimissile, une dizaine de tests ont été menés jusqu'à maintenant, dont six ont été considérés des succès. «Ce qu'on appelle un succès est relatif, prévient M. Roussel. Les essais sont faits dans des conditions très contrôlées, à tel point que le missile qui doit être intercepté porte un émetteur pour être certain qu'on le détecte au bon endroit. C'est évidemment bien différent d'une situation de combat où l'adversaire tente de masquer son geste.»

Pour tromper le bouclier, l'ennemi pourrait envoyer de faux missiles ou utiliser des missiles de croisière qui volent à trop basse altitude pour être détruits par un système antimissile. «Il existe plusieurs façons de tromper le bouclier antimissile, mais ce n'est qu'un des problèmes, croit M. Roussel. Les responsables de la défense s'entendent pour dire que les plus grandes menaces ennemies ne viennent plus d'attaques de missiles, mais d'actes terroristes. Le bouclier ne répond pas aux priorités actuelles.»

Autre point qui inquiète les opposants au projet : la relance de la course aux armements. «Pour arriver à contourner le bouclier, les pays ennemis devront fabriquer plus d'armes, souligne le professeur. En effet, le bouclier ne peut détecter qu'un certain nombre de missiles à la fois. L'objectif consistera à dépasser les capacités du système.»

## Oui, malgré tout

Si le projet de bouclier antimissile comporte autant de tares, pourquoi le Canada devrait-il l'appuyer? Pour s'as-

surer de la clémence des Américains dans les dossiers économiques? «Pas du tout, répond M. Roussel. Les relations canado-américaines sont très compartimentées. Le règlement d'un problème dans un secteur comme la défense ne fera pas changer l'avis de Washington dans un dossier comme celui du bois-d'œuvre.»

Si Stéphane Roussel croit aujourd'hui que le Canada devrait accepter l'invitation des Américains, c'est plutôt pour assurer son autonomie sur le plan de la défense. «Le bouclier est conçu pour défendre l'ensemble de l'Amérique du Nord. Si on n'y participe pas, c'est un peu comme si on laissait quelqu'un d'autre prendre l'initiative de nous défendre. Cela pourrait créer un précédent dangereux.»

En outre, le refus du Canada pourrait compromettre le NORAD, le commandement conjoint chargé de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord. «Sans le Canada, les Américains pourraient décider de développer un système parallèle entièrement américain. Les Canadiens perdraient le bénéfice du NORAD. Ils ne pourraient plus surveiller leur propre espace aérien et perdraient un de leurs seuls liens de collaboration avec les Américains sur le plan de la défense.»

Le professeur Roussel rappelle que les Américains n'ont demandé au Canada aucune contribution financière. Ils recherchent plutôt une caution morale de la part de leurs alliés. Les Russes et les Européens s'y sont déjà résignés. «Peu importe la décision canadienne, les Américains iront de l'avant, souligne M. Roussel. Il ne faut pas se faire d'illusions. Autant ménager les acquis.» ●